

Samedi, 26 janvier 2008, p. PLUS 7

Source électronique :

<http://www.cyberpresse.ca/article/20080126/cpopinions03/801260970/5034/cpopinions>

### **Le français : que faire?**

André Pratte

Cela arrive au moins une fois aux cinq ans: revoici le Québec plongé dans le débat linguistique.

Comme lors d'une controverse similaire qui avait éclaté dans les années 90, c'est une étude du démographe Marc Termote qui est à l'origine de ce nouveau sursaut d'inquiétude des Québécois.

Ce qu'on sait des conclusions de cette étude n'ajoute rien à ce que nous connaissions déjà et à ce que M. Termote soutient depuis des années: dans l'île de Montréal, la proportion de francophones de souche s'effrite.

Il faut tout de suite préciser que ce déclin ne se fait pas au profit de l'anglais mais en raison de la hausse importante du nombre d'allophones.

Les immigrants étant de plus en plus nombreux, ils ont beau adopter le français (les données du recensement de 2006 sont très encourageantes à cet égard), la faible natalité des francophones et leur exode vers les banlieues font que 53% des Montréalais parlent le français à la maison, contre 60%, il y a 20 ans.

Faut-il s'en inquiéter? Pas si l'on songe à la place dominante du français dans l'ensemble du Québec. La langue de Vigneault reste la langue maternelle et d'usage de 80% des Québécois.

La situation dans l'île de Montréal doit toutefois nous préoccuper parce que c'est ici que s'installent la très grande majorité des nouveaux arrivants.

Même si l'école francise les enfants, l'intégration linguistique de ces communautés sera plus difficile à mesure que les francophones de souche sont moins nombreux.

Le gouvernement du Québec doit suivre la situation de près et ne pas lésiner sur les moyens pour faciliter l'intégration en français des immigrants. C'est ce que proposait jeudi le député péquiste **Daniel Turp**.

Malheureusement, tous les politiciens ne font pas preuve de la même sagesse. Sortent alors du chapeau toutes sortes d'idées qui séduisent une population inquiète. Toutefois, on ne règle pas un problème aussi délicat par des solutions simplistes.

Le PQ a proposé l'automne dernier de renforcer la loi 101. Cette approche ne changerait pourtant rien à la situation du français à Montréal.

Imposer des certificats de francisation aux PME? Rien n'indique qu'il y a dans ces entreprises un problème particulier; de toute façon, la tâche bureaucratique serait colossale (43 000 entreprises à surveiller!).

Obliger les jeunes allophones à aller au cégep en français? Les données rapportées hier dans nos pages par la professeure Marie McAndrew indiquent que 60% des "enfants de la loi 101" poursuivant leurs études au collégial le font en français et que la tendance est à la hausse. Pourquoi recourir à la loi quand les choses s'améliorent?

Depuis plusieurs années, M. Termote estime que freiner l'immigration est la seule façon de contrer le déclin relatif du français dans l'île.

Le malheur, c'est que cette "solution" accélérerait la diminution et le vieillissement de la population québécoise. Le Québec serait un peu plus francophone, mais moins peuplé et plus âgé. À terme, notre nation s'en trouverait bien davantage menacée.

La tournure que prend inmanquablement le débat linguistique tend à placer le blâme sur les anglophones, les immigrants ou la supposée incurie du gouvernement. Or, c'est d'abord le comportement des francophones qui est à la source de la situation actuelle.

Au cours des 20 dernières années, la population de langue maternelle française dans l'île de Montréal a chuté de 100 000 personnes. Pendant cette période, le nombre d'allophones a augmenté de 280 000.

Quelles que soient les mesures qu'on prendra pour franciser les immigrants, on ne parviendra pas à compenser l'exode et l'infécondité de dizaines de milliers de francophones de souche.

La seule approche responsable dans ce dossier, c'est de saisir le problème dans toute sa complexité et d'agir avec l'intelligence et le doigté que cette complexité exige.

Malheureusement, quand il s'agit de langue, nous sommes rarement capables de faire preuve de sérénité. Et les politiciens, le sachant, exploitent sans scrupule nos inquiétudes.